

AVENANT N° 130 du 15 octobre 2021 relatif aux salaires
A LA CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DE TRAVAIL DU 20 FÉVRIER 1979
régissant les rapports entre les avocats et leur personnel non-avocat

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Les Avocats Employeurs de France (A.E.F.),
représenté par

La Chambre Nationale des Avocats en Droit des Affaires (C.N.A.D.A.),
représentée par

Le Confédération Nationale des Avocats (C.N.A.),
représentée par

La Fédération Nationale des Unions des Jeunes Avocats (F.N.U.J.A.),
représentée par

Le Syndicat des Avocats de France (S.A.F.),
représenté par

PE ROUSSTIEN L

Le Syndicat des Employeurs des Avocats Conseils d'Entreprises (S.E.A.C.E.),
représenté par

L'Union Professionnelle des Sociétés d'Avocats (U.P.S.A.),
représentée par

d'une part

ET :

La Fédération des services C.F.D.T. Branches des Professions Judiciaires,
représentée par

Colette PERIN

La Fédération C.F.T.C. Commerce, Services, Force de Vente (C.S.F.V.C.F.T.C.),
représentée par

Gisèle LABOUREROLLE

La Fédération Nationale C.G.T. des Sociétés d'Études et de Conseil et de Prévention,
représentée par

LECHAT NOEL

La Fédération des Employés et Cadres Force Ouvrière (F.E.C.-F.O.),
représentée par

Nicolas FAINTRENIÉ

La Confédération C.F.E. - C.G.C.,
représentée par

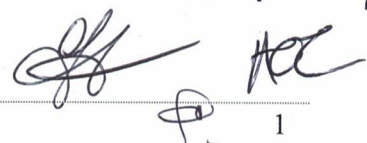
Antoine ORY CHAUFFRAULT

L'Union Nationale des Syndicats Autonomes (U.N.S.A.),
représentée par

H. Saïd Darwano

d'autre part

NF



Article 1 : Augmentation des Minima Conventionnels

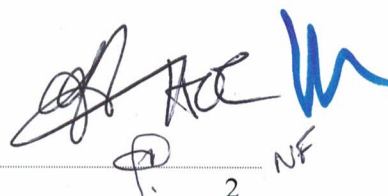
Les signataires du présent avenant décident d'appliquer, à compter du 1^{er} janvier 2022, une augmentation de 3% des salaires minima comme suit :

Grille des salaires minima hiérarchiques Branche des personnels salariés des cabinets d'avocats (IDCC 1000)			
Niveau	Coefficient	Valeur du point	Salaires minima au 01/01/2022 (en €)
4	207	7,81	1 616,67
	215	7,73	1 661,95
	225	7,53	1 694,25
	240	7,26	1 742,40
3	240	7,26	1 742,40
	250	7,26	1 815,00
	265	7,26	1 923,90
	270	7,26	1 960,20
	285	7,26	2 069,10
	300	7,26	2 178,00
	350	7,26	2 541,00
2	385	7,26	2 795,10
	410	7,26	2 976,60
	450	7,26	3 267,00
	480	7,26	3 484,80
1	510	7,26	3 702,60
	560	7,26	4 065,60

Il est rappelé que treize mensualités doivent être payées en application de l'article 12 modifié par l'avenant 46 de la Convention Collective.

Mesures spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Pour l'application de l'article L 2261-23-1, les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord portant sur les minima conventionnels applicables aux salariés de la branche n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L 2232-10-1. En effet, ceux-ci doivent s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise, *a fortiori* dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés.



Article 2 : date d'application du présent avenant

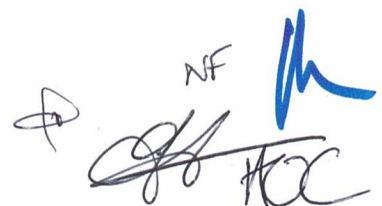
Pour les cabinets d'avocats membres d'une organisation employeur signataire du présent avenant, la date d'application est fixée le 1^{er} janvier 2022.

Pour les cabinets d'avocats non-membres d'une organisation « employeur » signataire du présent avenant, ce dernier sera obligatoire à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté d'extension au journal officiel de la République française.

Article 3 : Demande d'extension

Les parties signataires conviennent qu'il sera demandé l'extension du présent avenant.

Fait à PARIS, le 15 octobre 2021.



AVENANT N° 130 du 15 octobre 2021 relatif aux salaires
A LA CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DE TRAVAIL DU 20 FÉVRIER 1979
réglant les rapports entre les avocats et leur personnel non-avocat

AVOCATS EMPLOYEURS DE FRANCE (A.E.F.)

FEDERATION DES SERVICES CFDT, BRANCHE
PROFESSIONS JUDICIAIRES (C.F.D.T.)

P/ Colette PERIN

Perin.

CHAMBRE NATIONALE DES AVOCATS EN
DROIT DES AFFAIRES (C.N.A.D.A.),

FEDERATION COMMERCE, SERVICES, FORCE DE
VENTE CFTC (C.S.F.V.C.F.T.C.)

Glopoum...

CONFEDERATION NATIONALE DES AVOCATS
(C.N.A.),

FEDERATION NATIONALE CGT DES SOCIETES
D'ETUDE ET DE CONSEIL ET DE PREVENTION,
(C.G.T.)

LECHAT NOEL

[Signature]

FEDERATION NATIONALE DES UNIONS DES
JEUNES AVOCATS (F.N.U.J.A.),

FEDERATION DES EMPLOYES ET CADRES FORCE
OUVRIERE (F.E.C. – F.O.)

[Signature]

SYNDICAT DES AVOCATS DE FRANCE (S.A.F.),

CONFEDERATION C.F.E. – C.G.C.,

[Signature]

[Signature]

SYNDICAT DES EMPLOYEURS DES AVOCATS
CONSEIL D'ENTREPRISE (S.E.A.C.E.)

L'UNION NATIONALE DES SYNDICATS
AUTONOMES (U.N.S.A)

Said Darulau

[Signature]

UNION PROFESSIONNELLE DES SOCIETES
D'AVOCATS (U.P.S.A.)

[Signature]